

Le Programme commun de gouvernement de la gauche et le syndicalisme enseignant

1- Le Programme commun : une période courte mais marquante

La signature en **juin 1972** d'un programme commun de gouvernement entre le Parti communiste français, le Parti socialiste et l'aile gauche du parti radical est un ***bouleversement politique*** : pour la première fois depuis 1936, la gauche décide d'appuyer son unité électorale à géométrie variable (désistement au 2^e tour en faveur du candidat le mieux placé) sur un contenu politique commun.

Le programme commun crée une ***dynamique électorale importante*** : les candidats qui s'en réclament obtiennent aux législatives de mars 1973 près de 10,5 millions de voix (un million de plus que l'addition PCF-FGDS en 1967) ; en 1974, François Mitterrand, candidat unique des partis du Programme commun, arrive en tête du premier tour ; il est battu au second de moins de 500 000 voix. Les élections municipales de mars 1977 voient aussi une forte progression de la gauche avec la victoire de candidats PS ou PCF, faisant basculer à gauche un nombre important de villes, grandes ou moyennes, notamment dans le grand Ouest.

L'union de la gauche est cependant marquée par le maintien d'une ***forte rivalité entre communistes et socialistes***. En 1975, G. Marchais, secrétaire général du PCF, présente devant le comité central un rapport expliquant que la stratégie communiste dans la signature du PCG répond à la décision, cette même année, du PS de reprendre à son compte le Programme commun « en cas de rupture de l'unité ». F. Mitterrand n'a jamais caché que sa stratégie était de renverser l'équilibre des forces entre les deux partis, jusque-là en faveur du PCF.

Après les élections cantonales de 1976 où le PS devance pour la 1^{ère} fois en voix le PCF, intervient la ***rupture*** de l'union de la gauche en **septembre 1977**, les partis signataires n'arrivant pas à se mettre d'accord sur la « réactualisation » du Programme.

En mai 1981, la ***victoire de François Mitterrand à l'élection présidentielle*** conduit à la constitution d'un gouvernement comprenant, pour la première fois depuis 1947, quatre ministres communistes. L'expérience est close en juillet 1984, après la démission du gouvernement Mauroy, l'accentuation du « virage de la rigueur » et la nomination de Laurent Fabius comme premier ministre.

2- Le Programme commun et le syndicalisme

L'engagement du mouvement syndical dans le soutien au Programme commun est conditionné par deux expériences malheureuses :

en **1956**, la victoire de la gauche aux élections législatives ne se traduit pas par une politique durablement en faveur des salariés : c'est le résultat de la division de la gauche d'une part, mais aussi – c'est en tout cas comme cela que la CGT l'analyse – de l'absence de mouvement social fort pour appuyer, comme en 1936, une politique de rupture ;

en **mai 1968**, malgré l'ampleur du mouvement social, l'absence de débouché politique ne permet pas des acquis sociaux à la hauteur du rapport de force et semble même avoir renforcé le pouvoir gaulliste.

Le soutien des forces syndicales a cependant être variable avant et après sa signature.

La **CGT** a demandé en décembre 1967 la convergence des luttes des syndicats et des partis qui devraient s'entendre sur un programme, et apporte un soutien immédiat au PCG sans aucune restriction

Du côté de la **CFDT**, la première approche est sceptique : la centrale, pourtant liée depuis janvier 1966 à un pacte « d'unité d'action » avec la CGT, mais en pleine phase « autogestionnaire », affiche un « soutien critique » assez comparable à l'attitude du PSU dont la direction cédétiste est proche.

FO entame au nom de l'indépendance syndicale (et surtout par anti-communisme) son long

éloignement du débat politique.

L'élection présidentielle de 1974 précipite les évolutions. La direction de la CFDT s'implique dans les « *Assises du socialisme* » qui, en octobre 1974, entérinent l'entrée de la « nouvelle gauche » et notamment de Michel Rocard, dans le Parti Socialiste.

3- La FEN, ses tendances, ses SN et le Programme commun

La question du Programme commun est dans un premier temps un sujet d'affrontement au sein d'une FEN dont le *modèle a été contesté* depuis la fin des années 60 avec la montée de la tendance *Unité et Action* dans tous les syndicats, notamment du second degré (changement de majorité dans le nouveau SNES en juin 1967), et la remise en cause de « l'école républicaine » par mai 68.

Les tendances proches de « l'extrême-gauche » (*Ecole émancipée* et *Front unique ouvrier*) *refusent le soutien au Programme commun*, sur des bases cependant différentes : pour l'EE, le programme ne propose en rien une rupture avec le système capitaliste et le soutenir enfermerait le syndicalisme dans une démarche électoraliste l'éloignant des luttes ; pour le FUO, proche du trotskisme « lambertiste », le Programme commun divise les travailleurs entre ses partisans et ses adversaires, alors que le syndicalisme doit les rassembler.

La tendance *Unité et action* affiche un *soutien* immédiat et sans réserves. Dès avant mai 68, des textes UA s'étaient prononcés pour l'unité syndicale et politique. En 1969, la déclaration d'orientation UA pour les élections à la CA du SNES le réaffirme, en estimant que l'absence d'un tel accord a pesé en 68. Le SNES, met en avant les convergences entre ses mandats et les propositions du Programme commun.

La tendance *UID*, majoritaire au niveau fédéral et dans le SNI, manifeste d'abord beaucoup de réserve et refuse d'apporter un soutien syndical au Programme commun. La raison principale avancée par UID relève de l'*indépendance syndicale* : le rôle d'un syndicat n'est pas de participer ou de s'engager dans le soutien à un programme politique qui le lierait ensuite au pouvoir en cas d'alternance.

D'autres raisons expliquent cette position :

Paradoxalement, alors que la FEN est unitaire, beaucoup de responsables UID sont marqués par un *anti-communisme* assez fort hérité de la guerre froide. La majorité d'entre eux, plutôt proches du socialisme SFIO ou du PSU tendance Alain Savary, sont *sceptiques vis-à-vis du processus d'Epinay* et plus encore par rapport à François Mitterrand, et ce d'autant plus que nombre d'enseignants miterrandistes, regroupés au sein d'une association « *Démocratie et Université* » sont alors militants dans la tendance UA de la FEN. La majorité UID menace d'exclure deux syndicats UA (SNES et SNEP) lors du congrès du « manifeste » en novembre 1973.

Les élections présidentielles de 1974 voient une évolution sensible. Tous les syndicats (CGT, CFDT, FEN) apportent leur soutien au candidat unique de la gauche.

A partir de 1975, la *nouvelle direction de la FEN*, menée par André Henry, va se rapprocher de la direction du Parti Socialiste. André Henry, le secrétaire général du SNI, Guy Georges, et Jean Battut, qui anime un groupe « *Ecole et Socialisme* », vont largement contribuer à la constitution d'un programme scolaire complet du PS, très inspiré des thèses UID. Celui-ci ne sera cependant totalement finalisé qu'en 1978, sous le titre de « Libérer l'école ».

La stratégie UID est donc de *contourner le Programme commun* pour créer un lien privilégié, notamment du point de vue programmatique, avec le seul Parti socialiste ; elle s'inscrit dans le pari miterrandien que l'union de la gauche rééquilibrera le rapport de force à gauche en faveur du PS.

Après la rupture de l'union de la gauche, malgré l'entrée d'André Henry au gouvernement en 1981 (comme ministre du Temps libre), les deux axes principaux du projet UID, l'école fondamentale (du CP à la troisième) et le service public laïc unifié d'éducation nationale, ne sont pas mis en œuvre.